

"Les problèmes liés à une initiative délicate" dans The Daily Telegraph (12 mai 1950)

Légende: Le 12 mai 1950, le quotidien britannique Daily Telegraph pointe les difficultés de la mise en oeuvre du plan Schuman et insiste sur les enjeux économiques et politiques du projet français.

Source: The Daily Telegraph. and Morning Post. 12.05.1950, No 29 599. London: The Daily Telegraph Ltd. "Problems of a fine initiative", p. 4.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/les_problemes_lies_a_une_initiative_delicate_dans_the_dai_ly_telegraph_12_mai_1950-fr-33fb6bf3-4f23-46a6-9e94-f72a9bc68f61.html

Date de dernière mise à jour: 06/07/2016



Les problèmes liés à une initiative délicate

Robert Schuman a tout lieu d'être satisfait des premières réactions suscitées par sa proposition, passée presque inaperçue, qui préconise une intégration des industries françaises et allemandes de charbon et d'acier sous une autorité internationale. Bonn a unanimement accueilli cette initiative, ce qui aide d'ailleurs à dissiper nettement les rancœurs allemandes que la récente action française au sujet de la Sarre a provoquées. Clement Attlee a favorisé ce qu'il appelait «cette initiative française, dont l'objectif est de mettre fin au conflit, vieux de plusieurs siècles, avec l'Allemagne et d'arriver ainsi à l'unité et à la paix en Europe». Dean Acheson s'est montré extrêmement favorable à une mesure qui répond parfaitement au désir des Américains de voir une union économique plus étroite en Europe, une union qui, jusque-là, n'a pas connu de progrès considérables. Moscou ne s'est pas encore prononcé sur la proposition, mais on peut avancer avec une certitude incontestable, que la paix et l'unité seraient les dernières choses que Moscou souhaiterait voir régner en Europe et n'importe où dans le monde, sauf si ce n'est sous sa propre dictée.

Il semble évident que l'intention de M. Schuman soit avant tout politique et que l'objectif économique ne joue qu'un rôle secondaire. La première condition, indispensable au rétablissement de l'Allemagne au sein de la courtoisie européenne, est d'ôter les craintes françaises à l'égard d'une nouvelle menace militaire allemande. La production d'acier est directement liée à la montée du pouvoir militaire moderne. La mise en commun des ressources d'acier préviendrait le risque de la production illicite d'armements. Si l'Allemagne acceptait de son plein gré un plan pareil, elle fournirait du jour au lendemain la preuve de sa bonne foi et une garantie contre les abus. C'est ainsi que la perspective d'une mesure concrète et prépondérante se présente, ouvrant la voie à la réconciliation politique entre les deux pays. L'idée a déjà été soulevée auparavant; il n'en reste pas moins que son adoption par M. Schuman comme politique française officielle représente un chef-d'œuvre imaginaire de diplomatie et est, sous réserve de sa réussite, pleine de promesses.

Parallèlement, il faut bien avouer que la proposition n'offre que la charpente qui doit être complétée par de nombreux détails. C'est à ce point que l'on rencontre diverses difficultés pratiques. D'abord, il reste la question sur l'avenir de l'Autorité internationale de la Ruhr en place. Faut-il la remplacer par une nouvelle autorité et, le cas échéant, par laquelle? La possibilité de voir l'Autorité de la Ruhr remplacée par un plan qui serait en mesure d'atteindre un objectif semblable, sans pour autant porter atteinte à la dignité allemande, présente sans aucun doute un des attraits pour les Allemands. Cependant, la Grande-Bretagne et les États-Unis font également partie de l'Autorité et que l'un et l'autre, et notamment la Grande-Bretagne, ont un intérêt direct dans les affaires qui touchent à l'industrie de l'acier en Europe. La participation américaine au Plan Schuman est, il est vrai, peu probable. La Grande-Bretagne, de concert avec tous les autres pays européens producteurs d'acier, est invitée à le joindre. Si, pour des raisons économiques ou autres, la Grande-Bretagne se voyait amenée à refuser sa participation au plan, quel rôle devrait-elle jouer à l'avenir dans ce domaine?

Les aspects économiques du sujet doivent être soigneusement pris en considération. De même, il ne faut pas sous-estimer les difficultés qui subsistent entre les deux pays «fondateurs» proposés. Ainsi, on envisage que les conditions de travail de tous les pays membres doivent être égalisées, et il se trouve qu'il existe des inégalités considérables au niveau des taux de change en vigueur et entre les salaires dans les industries françaises et allemandes. Comment ces inégalités peuvent-elles être résorbées sans provoquer de réactions correspondantes au niveau de la structure des salaires de l'ensemble des autres industries? Une fois de plus, la coordination de programmes d'investissement de même que la mise en commun des exportations ne s'effectuent pas sans difficultés. Chaque nouveau pays membre multiplie les difficultés de résoudre ces problèmes et d'autres problèmes analogues. Toutes ces considérations en question doivent être soumises à un examen minutieux tout en tenant compte des objectifs premiers qui voient dans la réussite du plan un but politique extrêmement souhaitable.